

la dépêche.fr, 6 avril

Des touareg sur-armés face à une armée malienne déstabilisée, selon des experts

Les rebelles touareg et islamistes qui contrôlent le nord du Mali sont sur-armés face à une armée malienne déstabilisée, et le pays aura besoin de l'appui de la communauté internationale pour contrer la poussée islamique, estiment des experts des questions de défense.

Paris s'est d'ailleurs déclaré prêt à apporter "un soutien logistique" aux pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui discutent de l'envoi d'une force militaire au Mali.

"Les rebelles sont pour la plupart des Touareg qui étaient partis en Libye rejoindre les troupes de Kadhafi. Ils sont hyper-entraînés", souligne le sénateur centriste Joël Guerriau, de la Commission de la défense et des affaires étrangères de la haute assemblée.

Dès le 26 janvier, il a interpellé le gouvernement pour réclamer une intervention après une première attaque des insurgés dans le nord du Mali.

"Le fait de ne pas avoir réagi fait qu'ils ont progressé et pris toutes les casernes des trois régions du nord. Maintenant, il disposent de tout ce qui était chez Kadhafi, mais aussi des armes de l'armée malienne", déplore-t-il.

Anciens de la "Légion verte" du colonel Kadhafi, les miliciens touareg ont quitté la Libye sans encombre en 2011, lors de la crise dans ce pays. "Ils sont revenus avec leurs armes, des camions, des 4X4, quelques lance-roquettes multiples et, surtout, des munitions, des armes individuelles", confirme Pascal Le Pautremat, ancien rédacteur de la revue Défense de l'IHEDN.

De l'armement lourd, avec des pièces anti-char, des canons anti-aériens de 14,5 mm, des lance-roquettes RPG7, "l'arme du combattant de guérilla depuis des décennies", précise-t-il.

"Il y a eu une sorte de partenariat tactique avec les islamistes. Sur le plan militaire, ils ont trouvé un terrain d'entente", note-t-il. Une force que le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a évaluée jeudi à "un petit millier" d'hommes.

En face, l'armée malienne, désorganisée depuis le coup d'Etat du 22 mars, n'a plus de stratégie et manque de moyens lourds. "Aujourd'hui, il n'y a plus d'Etat malien", constate amèrement Joël Guerriau.

Très impliquée dans la région, la France a encore renforcé sa présence militaire depuis les enlèvements de Français en 2010 à Arlit, au Niger.

Jeudi, le ministère français de la Défense s'est refusé à toute information sur les mesures prises depuis le début de la crise malienne. Mais Paris dispose de forces prépositionnées au Sénégal, au Tchad ou en Côte d'Ivoire. Des éléments des services secrets et des forces spéciales sont par ailleurs déjà sur place, selon les experts, qui rappellent qu'ils avaient pu intervenir très rapidement en janvier 2011 pour tenter de libérer deux otages français enlevés au Niger. Une opération qui s'était soldée par la mort des deux jeunes Français, dans le sud du Mali.

S'il a exclu l'envoi de troupes françaises dans ce pays, Alain Juppé a indiqué qu'une force d'intervention de la Cédéao pourrait bénéficier d'un soutien logistique de la France.

Une aide qui pourrait se traduire par le transport de troupes et de matériel. Mais aussi par du renseignement aérien, pour aider les troupes au sol de la Cédéao, si une coalition militaire des pays de l'ouest africain devait effectivement se mettre en place.

Les Etats-Unis, qui entretiennent un important partenariat militaire avec l'Algérie, ont dépêché pour leur part mercredi deux hauts responsables à Alger, pour évoquer la lutte contre le terrorisme et la situation au Mali.